



Revue de presse



Mercredi 08 Octobre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Une commission mixte Finances-Commerce-Patronat pour la prise en charge des préoccupations des exportateurs](#)



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé, mardi à Alger, la mise en place prochaine d'une commission mixte regroupant les ministères des Finances et du Commerce ainsi que les organisations patronales, pour prendre en charge les préoccupations des exportateurs.



Exportations hors hydrocarbures : Vers plus de flexibilité

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a organisé, hier à Alger, un atelier sur les procédures bancaires, douanières et fiscales relatives à l'exportation. Cette rencontre s'est déroulée à huis clos, en présence des ministres du Commerce et de la Promotion des exportations, et des Finances, qui ont tenté, tous deux, de répondre aux différentes préoccupations et problèmes soulevés par les exportateurs en termes de procédures financières, bancaires et douanières.



Projet de loi de finances pour 2024 : Les principales mesures fiscales

Plusieurs mesures fiscales sont prévues dans le projet de loi de finances 2024, destinées à atténuer la hausse des prix et préserver le pouvoir d'achat des citoyens. Il s'agit surtout de la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) souvent décriée par les commerçants et artisans, car elle est assise sur le chiffre d'affaires.



Loi sur le foncier économique : Une mouture consensuelle des dispositions de l'article objet de désaccord

La commission paritaire des deux chambres du Parlement chargée de proposer un nouveau texte relatif aux dispositions de l'article 2 de la loi sur le foncier économique a annoncé, hier, avoir abouti à une mouture consensuelle dudit article, objet de désaccord entre les deux chambres.

Une Commission Mixte Finances-Commerce-Patronat Pour La Prise En Charge Des Préoccupations Des Exportateurs



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé, mardi à Alger, la mise en place prochaine d'une commission mixte regroupant les ministères des Finances et du Commerce ainsi que les organisations patronales, pour prendre en charge les préoccupations des exportateurs.



Pour la prise en charge des préoccupations des exportateurs : Finances, Commerce et Patronat en commission

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé, hier à Alger, la mise en place prochaine d'une commission mixte regroupant les ministères des Finances et du Commerce ainsi que les organisations patronales, pour prendre en charge les préoccupations des exportateurs.

S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue au terme d'un atelier sur les procédures bancaires, douanières et fiscales relatives à l'exportation, en présence du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, M. Faïd a précisé que cette commission « prendra en charge toutes les préoccupations soulevées par les exportateurs lors de cette rencontre, notamment en matière législative et réglementaire ».



Laaziz Faïd : « Nous ne devons pas être tributaire des prix du pétrole »

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé que le commerce extérieur est l'un des piliers les plus importants de l'économie nationale et une importante source de revenus.

Intervenant à l'occasion de la tenue de l'atelier sur les procédures bancaires, douanières et fiscales, le ministre des Finances a relevé que l'Algérie a connu une évolution du volume du commerce extérieur à des degrés divers grâce à la hausse des prix du pétrole sur le marché international mais également à la hausse de la production nationale des hydrocarbures.



Malgré la suppression de la TAP : l'Etat « n'abandonnera » pas les communes

Le projet de loi de finances pour l'année 2024 (PLF) prévoit une batterie de mesures législatives destinées entre autres, à l'appui à l'investissement.

Le texte propose en effet, la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TVA) conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et la possibilité pour les projets d'investissement structurants, financés par un prêt du Trésor, de bénéficier des conditions de financement spécifiques.



Faïd annonce la création d'une commission mixte pour résoudre les problèmes liés aux exportations

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, qui a co-présidé avec le ministre du commerce Tayeb Zitouni, l'atelier dédié aux procédures d'exportation, tenu au Palais des expositions, Safex, a annoncé qu'il a été convenu de constituer une commission mixte qui se chargera de résoudre les problèmes liés à l'exportation.



[Exportations hors hydrocarbures](#) [Plus de taxe sur l'activité professionnelle](#)

Exporter est un acte militant, a soutenu le ministre du Commerce Tayeb Zitouni.

L'atelier, tenu hier, à Alger, et réunissant les ministres du Commerce et des Finances, respectivement Tayeb Zitouni, et Laâziz Faïd, et les opérateurs économiques, a été l'occasion pour l'annonce d'importantes mesures prises par l'État en direction de ces derniers. Ainsi Laâziz Faïd a annoncé, entre autres mesures prises par les pouvoirs publics visant à encourager l'export, la suppression de la Taxe sur l'activité professionnelle, qui entre pourtant à hauteur de 75% dans la caisse des communes du pays.



[Loi de finances 2024](#) [590 milliards Da pour les salaires](#)

Le texte consolide le caractère de justice sociale de l'État, érigé en priorité par Abdelmadjid Tebboune.

Le président Tebboune est intransigeant sur le caractère social de l'état. Aussi, dans le cadre de projet de le LF 2024, il a réservé une enveloppe de 590 milliards de dinars rien que pour soutenir les augmentations salariales prévues en 2014.



[Des choix assumés](#)

Tout sauf le social. Le président de la République est intransigeant quand il s'agit de soutenir le pouvoir d'achat des citoyens. Parce qu'il découle des principes fondateurs de la République algérienne contenus dans la Déclaration du 1er Novembre 1954, Tebboune a publiquement assumé ce choix en répétant que «L'État ne laissera jamais tomber les couches défavorisées.» Il a promis une augmentation des salaires pour l'année 2024, un relèvement des pensions de retraite dont certaines iront jusqu'à 40% et l'allocation chômage passera de 18000 à 20000 DA. Des promesses et les promesses n'engagent que ceux qui les croient dites-vous? Non! Le Président vient de donner corps à son engagement.

Soutien à l'exportation : Installation d'une commission mixte Finances-Commerce



Après le ministère des transports, c'est autour du ministre des Finances, Laâziz Faïd, de rencontrer, ce mardi, plusieurs organisations patronales et professionnelles pour passer en revue l'ensemble des obstacles rencontrés par les exportateurs en relation avec son secteur.

Promotion des exportations : L'engagement du ministère des Finances

Le département des Finances a exprimé sa disponibilité à accompagner les exportateurs. Des mesures sont déjà prises dans cette perspective, à commencer par les avantages fiscaux, à l'instar de la suppression de la TAP. D'autres mesures et réformes fiscales vont être décidées dans le cadre du Conseil national de la fiscalité, en concertation avec les opérateurs économiques, lesquels sont appelés à faire des propositions sur cet espace récemment créé.



Loi sur le foncier économique : Mouture consensuelle des dispositions de l'article objet de désaccord

La Commission paritaire des deux chambres du Parlement chargée de proposer un nouveau texte relatif aux dispositions de l'article 2 de la loi sur le foncier économique a annoncé, mardi, avoir abouti à une mouture consensuelle dudit article, objet de désaccord entre les deux chambres.



Foncier économique : La loi sera promulguée la semaine prochaine

Le ministre des finances Laaziz Faïd, a indiqué que la loi fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat sera adoptée et promulguée la semaine prochaine. Il a rappelé, lors d'une rencontre avec des organisations patronales et professionnelles sur les exportations, qu'une commission paritaire parlementaire a été installée pour lever les réserves émises par rapports à certains amendements de l'APN.



Pétrole : L'Opep reste « optimiste » sur la demande

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) reste positive sur la demande de brut et l'économie mondiale, a affirmé ce mardi son secrétaire général, Haitham al-Ghais.

« Nous sommes optimistes en ce qui concerne la demande. Nous sommes encore assez solides » sur ce plan, a-t-il insisté lors de l'« Argus European Crude Conference » à Londres. « Certains pensent encore que la demande de pétrole atteindra son maximum avant la fin de la décennie », a-t-il noté, affirmant ensuite que l'Opep prévoit quant à elle que « la demande mondiale de pétrole devrait augmenter de 17% d'ici à 2045 ».

[Suppression de la taxe sur l'activité professionnelle: Le manque à gagner des communes soutenu par l'Etat](#)

L'impact de la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP), prévue dans le cadre de la loi de finances 2024, peut se faire ressentir dans le financement des communes, mais l'Etat a pris des mesures dans ce sens pour amortir le manque à gagner dans ce sens. C'est ce qu'a laissé entendre l'expert et conseiller fiscal agréé, Boubekeur Sellami, qui a salué, hier, la décision prise lors du dernier Conseil des ministres, consacrée dans la loi de finances 2024.



[Prise en charge des préoccupations des exportateurs : Vers la mise en place d'une commission mixte](#)

Une commission mixte regroupant les ministères des Finances et du Commerce ainsi que les organisations patronales, dont la mission principale est de prendre en charge les préoccupations des exportateurs serait bientôt « mise en place », selon le ministre des Finances.



[Un comité mixte Finances-Commerce-Employeurs pour répondre aux préoccupations des exportateurs](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé mardi à Alger la création prochaine d'une commission mixte qui réunira les ministères des Finances et du Commerce, ainsi que les organisations patronales, pour répondre aux préoccupations des exportateurs.

S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue à l'issue d'un atelier sur les procédures bancaires, douanières et fiscales liées aux exportations, en présence du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, M. Faïd a déclaré que cette commission « s'occupera des toutes les préoccupations exprimées par les exportateurs lors de cette réunion, notamment sur les questions législatives et réglementaires.

Balance commerciale : L'Algérie enregistre un excédent de 5,7 milliards de dollars au premier semestre 2023



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a révélé, lors de son discours d'ouverture de l'atelier organisé conjointement avec le ministère du commerce et de la promotion des exportations portant sur les procédures bancaires, douanières et fiscales liées à l'exportation, qu'au cours du premier semestre de l'année 2023, la valeur des exportations de marchandises s'est élevée à 26,4 milliards de dollars, dont 23,9 milliards de dollars étaient liés aux produits pétroliers, marquant ainsi une baisse par rapport à l'année 2022, où la valeur des exportations de marchandises au cours du premier semestre s'élevait à 30,2 milliards de dollars, dont 27 milliards de dollars étaient liés aux produits pétroliers.

L'évaluation récente de dinar face aux devises

À la Banque d'Algérie, l'euro s'affiche à l'achat de 144.61 dinars algériens par unité, alors qu'en vente est à 144.68 dinars algériens.

Cependant, sur le marché noir l'euro est proposé à l'achat à 228.00 dinars algériens, et à la vente à 230.50 dinars algériens.

Pour le dollar américain, la Banque d'Algérie indique un achat de 134.70 dinars algériens et une vente de 134.72 dinars algériens.

لجنة للتكفل بإنشغالات المصدرين بين وزارتي المالية والتجارة ومنظمات أرباب العمل



أعلن وزير المالية لعزیز فايد، يوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، أنه سيتم تشكيل لجنة مختلطة بين دائرته الوزارية ووزارة التجارة وترقية الصادرات ومنظمات أرباب العمل، قصد التكفل بإنشغالات المصدرين. و أوضح السيد فايد خلال ندوة صحفية عقدت في ختام ورشة العمل حول الإجراءات البنكية والجمركية والضريبية الخاصة بعملية التصدير، بحضور وزير التجارة وترقية الصادرات، الطيب زيتوني، أن هذه اللجنة "ستتکفل بمعالجة كافة الانشغالات والمشاكل التي أثارها المصدرون خلال هذا اللقاء، لاسيما في المجالات التشريعية والتنظيمية".

نص قانون العقار الإقتصادي: اللجنة متساوية الأعضاء لغرفتي البرلمان تتوصل إلى صياغة توافقية لأحكام المادة محل خلاف

أعلنت اللجنة متساوية الأعضاء لغرفتي البرلمان المكلفة بإقتراح نص جديد يتعلق بأحكام المادة 2 من نص قانون العقار الإقتصادي، يوم الثلاثاء، إلى التوصل إلى صياغة توافقية لهذه المادة محل الخلاف بين الغرفتين.



2,5مليار دولار منها خارج المحروقات.. فايد:

26,4مليار دولار صادرات الجزائر في 6 أشهر



كشف وزير المالية، لعزیز فايد، أمس، بالجزائر العاصمة، عن تشكيل لجنة تضم إطارات من وزارتي التجارة والمالية ومنظمات أرباب العمل لطرح ومعالجة كل المشاكل والعراقيل المتعلقة بالتصدير، بغية القضاء على الممارسات البيروقراطية وترقية الصادرات والتوجه نحو تغيير النمط الإقتصادي الحالي الذي يعتمد على نظام الربيع وعائدات النفط.



“لا يمكننا الاعتماد على أسعار النفط لتحسين وضعية الميزان التجاري”

أكد وزير المالية لعزیز فايد، أن التجارة الخارجية تعد أحد أهم أركان الاقتصاد الوطني ومصدرا هاما للإيرادات.

وأشار فايد خلال كلمته اليوم بمناسبة افتتاح ورشة عمل حول الإجراءات البنكية والجمركية الضريبية الخاصة بالتصدير، إلى أن الجزائر شهدت تطورات في حجم التجارة الخارجية بدرجات متفاوتة بفضل الارتفاع في أسعار النفط وزيادة الإنتاج.



الاتفاق على تشكيل لجنة للتكفل بانشغالات المصدرين بين وزارتي المالية والتجارة ومنظمات أرباب العمل

أعلن وزير المالية لعزیز فايد، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، أنه سيتم تشكيل لجنة مختلطة بين دائرته الوزارية ووزارة التجارة وترقية الصادرات ومنظمات أرباب العمل، قصد التكفل بانشغالات المصدرين. وأوضح السيد فايد خلال ندوة صحفية عقدت في ختام ورشة العمل حول الإجراءات البنكية والجمركية والضريبية الخاصة بعملية التصدير، بحضور وزير التجارة وترقية الصادرات، الطيب زيتوني، أن هذه اللجنة “ستكفل بمعالجة كافة الانشغالات والمشاكل التي أثارها المصدرون خلال هذا اللقاء، لاسيما في المجالات التشريعية والتنظيمية”.

خلال ورشة عمل ثنائية بين المالية والتجارة والمتعاملين ومؤسسات عمومية

الإجراءات البنكية والجمركية والضريبية للتصدير على طاولة النقاش

شدد وزير التجارة وترقية الصادرات، الطيب زيتوني، الثلاثاء بالجزائر العاصمة، على ضرورة اتباع منهجية تشاركية تشاورية بين السلطات العمومية والمتعاملين الاقتصاديين لترقية الصادرات خارج قطاع المحروقات.

وأوضح زيتوني لدى إشرافه بقصر المعارض، على ورشة عمل حول الإجراءات البنكية والجمركية والضريبية الخاصة بعملية التصدير، بحضور وزير المالية لعزیز فايد، أنه من الضروري "رفع العقبات وتوحيد الرؤى بين السلطات العمومية والمتعاملين الاقتصاديين من أجل تطوير وتنويع وزيادة حجم الصادرات خارج قطاع المحروقات والانخراط في سلاسل القيم العالمية."



الاتفاق على تشكيل لجنة للتكفل بانشغالات المصدرين بين وزارتي المالية والتجارة ومنظمات أرباب العمل

أعلن وزير المالية لعزیز فايد، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، أنه سيتم تشكيل لجنة مختلطة بين دائرته الوزارية ووزارة التجارة وترقية الصادرات ومنظمات أرباب العمل، قصد التكفل بانشغالات المصدرين.

وأوضح السيد فايد خلال ندوة صحفية عقدت في ختام ورشة العمل حول الإجراءات البنكية والجمركية والضريبية الخاصة بعملية التصدير، بحضور وزير التجارة وترقية الصادرات، الطيب زيتوني، أن هذه اللجنة "ستكفل بمعالجة كافة الانشغالات والمشاكل التي أثارها المصدرون خلال هذا اللقاء، لاسيما في المجالات التشريعية والتنظيمية."

فايد : نحو تشكيل لجنة للتكفل بانشغالات المصدرين بين وزارتي المالية والتجارة ومنظمات أرباب العمل

أعلن وزير المالية لعزير فايد، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، أنه سيتم تشكيل لجنة مختلطة بين دائرته الوزارية ووزارة التجارة وترقية الصادرات ومنظمات أرباب العمل، قصد التكفل بانشغالات المصدرين. وأوضح السيد فايد خلال ندوة صحفية عقدت في ختام ورشة العمل حول الإجراءات البنكية والجمركية والضريبية الخاصة بعملية التصدير، بحضور وزير التجارة وترقية الصادرات، الطيب زيتوني، أن هذه اللجنة "ستتكفل بمعالجة كافة الانشغالات والمشاكل التي أثارها المصدرون خلال هذا اللقاء، لاسيما في المجالات التشريعية والتنظيمية."



الاتفاق على تشكيل لجنة مشتركة للتكفل بانشغالات المصدرين

أعلن وزير المالية لعزير فايد، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، أنه سيتم تشكيل لجنة مختلطة بين دائرته الوزارية ووزارة التجارة وترقية الصادرات ومنظمات أرباب العمل، قصد التكفل بانشغالات المصدرين. وأوضح فايد خلال ندوة صحفية عقدت في ختام ورشة العمل حول الإجراءات البنكية والجمركية والضريبية الخاصة بعملية التصدير، بحضور وزير التجارة وترقية الصادرات، الطيب زيتوني، أن هذه اللجنة "ستتكفل بمعالجة كافة الانشغالات والمشاكل التي أثارها المصدرون خلال هذا اللقاء، لاسيما في المجالات التشريعية والتنظيمية".

ELLE PRENDRA EN CHARGE LES PRÉOCCUPATIONS DES EXPORTATEURS

UNE COMMISSION MIXTE FINANCES-COMMERCE-PATRONAT MISE SUR PIED

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a annoncé, hier à Alger, la mise en place prochaine d'une commission mixte regroupant les ministères des Finances et du Commerce ainsi que les organisations patronales, pour prendre en charge les préoccupations des exportateurs. S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue au terme d'un atelier sur les procédures bancaires, douanières et fiscales relatives à l'exportation, en présence du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, M. Faid a précisé que cette commission «prendra en charge toutes les préoccupations soulevées par les exportateurs lors de cette rencontre, notamment en matière législative et réglementaire». M. Faid a indiqué que les exportateurs font face à certaines pratiques qui impactent négativement le développement de l'activité d'exportation, d'où la nécessité «de consentir davantage d'efforts», en vue de consacrer la confiance entre les instances publiques et les opérateurs économiques. Soulignant l'importance de la coordination et du dialogue entre les différents acteurs en vue

de trouver des solutions aux problèmes soulevés, le ministre des Finances a salué la nouvelle approche suivie par les pouvoirs publics visant à sortir de «l'économie de la rente» et à s'orienter vers une économie productrice.

L'atelier a été consacré à la présentation des préoccupations des exportateurs, avec la participation des cadres du secteur du commerce et de la promotion des exportations, des organismes sous tutelle, des cadres du secteur du ministère des Finances, de la Banque d'Algérie, de la Douane et des impôts. Ont pris part aussi à cette rencontre, des représentants de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), des représentants des banques, des représentants de la CAGEX, ainsi que les présidents des associations professionnelles et des représentants des filières professionnelles et des établissements exportatrices dans différents secteurs. Cet atelier est le deuxième du genre, après celui organisé par le ministère du Commerce fin octobre dernier sur les procédures logistiques relatives à l'exportation. (APS)

LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2024 EXPLIQUE LA DÉMARCHE

Le PIB de l'Algérie revu et corrigé

● «Le rebasage a permis d'ajuster la valeur courante du PIB en 2022 (...)» ● Il est passé de 27 688,9 mrd\$ de dinars (base 1989) à 32 028,4 mrd\$ de dinars (base 2001), soit 233,4 mrd\$.

Les récentes déclarations des autorités sur le nouveau réel du PIB de l'Algérie, et qui n'a pas manqué de susciter alors sans l'étonnement du moins toutes sortes d'interrogations, semblent être bien plus qu'un simple effet d'annonce. L'Algérie vient, en effet, de revoir sa copie en matière de calcul de son Produit intérieur brut (PIB) pour le porter à un niveau supérieur. Le projet de loi de finances 2024 dévoile un peu plus cette question qui est restée un tant soi peu mystérieuse longtemps après les premières déclarations du Président Tebboune sur le sujet en août dernier, relayé par le Premier ministre, il y a un peu plus d'un mois, en septembre dernier.

Le PLF 2024 a, en effet, inscrit le nouveau montant du PIB de 2022, revu et corrigé. Remarque le comportement de l'économie nationale en 2022, ce texte, abondant le volet de la croissance économique, note ce qui suit : « Il y a lieu d'indiquer que le Produit intérieur brut (PIB) a été revu et revu pour l'année 2022, sur la base des travaux de rebasage des comptes économiques, menés par les services de l'Office national des statistiques (ONS), en prenant comme année de base l'année 2001 au lieu de l'année 1989 ». Ainsi, on en sait un peu plus sur la volonté de l'État de recalculer le PIB. De ce fait, les chiffres, qui en découleront prennent en ligne de compte « le rebasage dont il est question ici ».

Le gouvernement explique plus loin, dans un créneau réservé à cet effet, sa démarche et les objectifs qui lui sont assignés. Il informe : « Conformément aux recommandations issues de la mission consultative de Conseil national de la statistique (CNS), des travaux

concernant l'optimisation du processus de rebasage du Produit intérieur brut ont été menés par les services de l'Office national des statistiques (ONS) ». Résultat, « le rebasage a permis d'ajuster la valeur courante du PIB en 2022 qui s'est répétée sur les perspectives des années 2023 à 2026. Il est passé de 27 688,9 mrd\$ de dinars (base 1989) à 32 028,4 mrd\$ de dinars (base 2001), soit 233,4 Mds \$, soit-on y lire ».

Ce montant, bien qu'il ne soit pas nouveau puisqu'il a été dévoilé par Aïmeche Benabderrahmane, le 17 septembre dernier, à l'ouverture de la 47^e réunion annuelle des gouverneurs des banques centrales et arabes, lorsqu'il a déclaré que, revu à la hausse, le PIB de l'Algérie en 2022 a atteint 233 milliards de dollars. Avant lui, le président Abdelmadjid Tebboune a affirmé pour la toute première fois que le PIB du pays avoisinait les 225 milliards de dollars en 2022. Une estimation somme toute minimale, avait-il indiqué, puisque le chiffre réel devait se situer entre 240 et 245 milliards de dollars en prenant en compte la part de l'activité informelle. « Le Produit intérieur brut (PIB) est l'agrégat fondamental de la comptabilité nationale élaboré selon les recommandations du Système de comptabilité nationale (SCN 2008) des Nations unies, selon trois étapes : - L'étape production ; - L'étape revenus ; - L'étape dépenses. Il est également élaboré en valeurs courantes (nominales) et en volume, dont la variation représente la croissance économique. Il est élaboré en périodicité annuelle et en périodicité triennale (trimestrielle), explique-t-on dans ce projet de loi de finances. Et d'ajouter :

« (...) L'élaboration des comptes nationaux se fait par rapport à une année de base. De manière générale, la construction d'une nouvelle année de base est réalisée par le biais d'opérations statistiques structurelles réalisées pour l'année de base et pour les années très proches ou voisines (...) ». A l'issue de l'enquête sur les dépenses de consommation et le niveau de vie des ménages et l'enquête de structures auprès des entreprises appelée également enquête approfondie, les indicateurs du projet soulignent que « l'élaboration d'une nouvelle année de base est également une occasion pour l'inclusion de nouvelles sources d'informations statistiques émanant généralement des fichiers administratifs permettant des évaluations plus détaillées de certains aspects particuliers, et ce, pour l'affinement de leurs traitements ». Les explications sont liées sur ce qui motive le rebasage. On cite le changement dans le comportement des secteurs institutionnels ; le changement structurel de l'économie nationale ; l'émergence de nouvelles phénomènes (meilleure appréciation du secteur informel), etc. « L'année de base des comptes économiques en Algérie remonte à 1989. Les travaux de rebasage consistent à reconstruire les nouvelles données des comptes économiques en prenant comme année de base l'année 2001 au lieu de 1989, dans une première étape ; l'année 2011 en seconde étape ; et l'année 2022 en troisième étape, note-t-on enfin. Autant dire que l'opération sera recommencée deux autres fois. Ainsi, rappelle-t-on, la croissance du PIB en volume en 2022 a atteint un taux de +1,8%, contre +3,8% en 2021, en décelération modérée de 0,2 point de pourcentage par rapport à

l'année 2021, tira par une baisse de l'activité du secteur des hydrocarbures qui est passée de +10,5% en 2021 à -0,5% en 2022. Dans le cadre des prévisions de clôture pour 2023, le P.F. note que la croissance économique devrait progresser de 4,2%. « Le PIB a été estimé en prévision de clôture de 2023, en tenant compte de rebasage des comptes économiques en réalisations », souligne-t-on. « Ainsi, le volume de produit intérieur brut (PIB) en clôture de 2023 devrait, a-t-on ajouté, enregistrer une croissance de +4,2%, contre +3,3% prévue dans la loi de finances rectificative 2023, soit une révision à la baisse de 1,1 point de pourcentage résultant de l'actualisation des projections de la croissance du secteur des hydrocarbures qui a été revue à +1,9%, en prévision de clôture de 2023, contre +6,1% prévue dans la LFR 2023 ». « Mais pour les années 2024, 2025 et 2026 ».

Le Produit intérieur brut (PIB) a été estimé dans le cadre du projet de loi de finances pour 2024 et projeté pour les années 2025 et 2026, pouvoir-on y lire, en tenant compte du rebasage des comptes économiques en réalisations. Ainsi, la croissance économique devrait atteindre +4,2% en 2024, +3,9% en 2025 et +4,0% en 2026. Reste, enfin, à savoir quelle est l'ampleur de cette entreprise qui touche au tableau de bord économique du pays. Le rebasage des comptes économiques en réalisation ? Quels sont les chantiers en cours ? Faut-il donc revoir, par exemple, les niveaux d'inflation et de chômage ? Quel de l'inflation ? Autant de questions qui méritent d'être mises sous les projecteurs.

A. Benyahia

PROJET DE LOI DE FINANCES 2024

578 milliards de DA pour les augmentations des salaires

Une enveloppe financière de 578 milliards de dinars sera dégagée par l'État et destinée aux augmentations des salaires de 2,860 millions d'employés et fonctionnaires prévues en 2024, pour atteindre un taux de 47% d'augmentation, conformément à la décision du président de la République contenue dans le projet de loi de finances 2024, en discussion actuellement au niveau de l'APN. Ceci apparaît dans une conjoncture exceptionnelle qui a impacté les prix et à laquelle l'État doit faire face.

Abdelhalim Benyelles - Alger (Le Soir) - C'est le conseiller et expert en fiscalité Boubekour Sellami qui l'a expliqué, hier mardi, sur les ondes de la radio nationale Chaîne 3. Il a souligné aussi que le soutien du pouvoir d'achat des citoyens intervient dans un contexte géopolitique particulier. Au passage, il a signalé que «c'est un des objectifs tracés par le président de la République dans sa promesse aux Algériens».

Soulignant que cette augmentation des salaires prévue en janvier 2024, qui concerne les employés et fonctionnaires algériens, va affectivement atteindre 47% dans une conjoncture exceptionnelle qui a impacté les prix et à laquelle l'État doit faire face par le soutien du pouvoir d'achat en matière de salaires mais aussi par d'autres

mesures dont celles en direction des Algériens sans revenus.

L'expert a rappelé que la décision du chef de l'État est une augmentation qui a commencé graduellement, il y a de cela 2 ans, qui a concerné l'augmentation des salaires et la révision de l'IRG. Il reconnaît que cette augmentation ne répond pas aux attentes des Algériens, néanmoins il estime que c'est un effort considérable de l'État dans la politique des salaires dans une conjoncture difficile au niveau national et international.

Pour ces augmentations qui entreront en vigueur à partir de janvier 2024, l'État a mobilisé 578 milliards de dinars destinés à l'augmentation des salaires, mais aussi aux soutiens directs et indirects des citoyens dont l'allocation-chômage qui est passée de



Photo: DIF

13 000 DA à 15 000 DA, ainsi que d'autres augmentations envisagées pour les personnes aux besoins spécifiques qui passe au double. Ce qui nécessite un effort financier considérable de 16 000 milliards dinars, si l'on se réfère à la loi de finances, a rappelé Sellami.

Il a expliqué que «l'État doit réagir selon ses capacités financières», parlant du déficit budgétaire qui est «à sa 3^e année à 6000 milliards». Et si les recettes pétrolières ont augmenté, le taux

de ces augmentations n'est pas très important pour aller au-delà du niveau d'augmentation des salaires, souligne-t-il.

Il estime que «le déficit actuel de 16% du PIB est exposé à un déficit important». À ce sujet, il expliquera que la situation fiscale n'est pas stable puisque la fiscalité pétrolière est soumise aux crises mondiales. «L'État ne peut pas agir au-delà de ses capacités financières de 16 000 milliards de dinars de dépenses budgétaires», a-t-il affirmé.

Dans cette nouvelle loi de finances, l'expert dira qu'il y a des mesures de soutien au pouvoir d'achat ainsi que d'autres dispositions pour une répartition équitable de la richesse à l'exemple des communes qui doivent être dotées de beaucoup plus de moyens pour assurer un développement au profit des citoyens par la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) et des mécanismes de compensation. Au sujet de la suppression de la TAP, il considère que c'est une «très bonne nouvelle», dans la mesure où elle va booster l'investissement puisqu'elle touche directement le chiffre d'affaires.

Dans le domaine de l'inflation, Boubekour Sellami reconnaît que l'augmentation des prix dépasse de loin l'augmentation des salaires qui est de l'ordre de 47%, alors que l'augmentation des prix peut atteindre parfois les 200%. Dans ces conditions, il juge que l'État est parvenu à gérer une situation «provisoire» avec les moyens dont il dispose. Il estime que dans ce contexte, «on pourra parvenir à une stabilité d'ici 2 à 3 ans».

A. B.

COMMERCE

Adopter une approche participative pour promouvoir les exportations hors hydrocarbures

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a mis l'accent, mardi à Alger, sur la nécessité d'adopter une approche participative reposant sur la concertation entre les pouvoirs publics et les opérateurs économiques, en vue de promouvoir les exportations hors hydrocarbures.

Président, au Palais des expositions (Solex), un atelier de travail sur les procédures bancaires, douanières et fiscales relatives à l'exportation, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faid, M. Zitouni a jugé impératif de «lever les contraintes et d'unifier la vision entre les pouvoirs publics et les opérateurs économiques, en vue de développer, diversifier, et augmenter le volume des exportations hors hydrocarbures pour pouvoir partant adhérer aux chaînes des valeurs mondiales».

Pour le ministre, la présence du ministre des Finances, ainsi que l'ensemble des instances et des établissements sous tutelle à cet atelier, «se veut une preuve de la forte volonté politique vers le changement, à travers une méthodologie participative et de concertation avec tous les acteurs dans le domaine de l'exportation, voire de la production, dans l'objectif de sortir avec des solutions pratiques aux difficultés et lever les obstacles, quelles que soient leur nature, devant les exportateurs».

Dans ce contexte, M. Zitouni a salué les efforts consentis par les établissements bancaires, financiers et douaniers en soutien aux opérateurs économiques, ainsi que les efforts fournis par le reste des ins-

tutions de l'État et les autres secteurs ministériels, rappelant le rôle axial du Conseil national consultatif de promotion des exportations, présidé par le Premier ministre et qui vise à renforcer la relation de confiance entre les pouvoirs publics et les acteurs économiques, en vue de dynamiser l'activité d'exportation.

M. Zitouni a appelé, à cette occasion, l'ensemble des exportateurs qui n'ont pas pu assister à cet atelier, à consulter la plate-forme numérique, lancée dimanche dernier, et dédiée à la réception des doléances des exportateurs, relevant que le ministère du Commerce se chargera de transmettre ces préoccupations à l'ensemble des secteurs concernés, dans le but d'aplanir ces difficultés.

De son côté, le ministre des Finances a mis en exergue l'importance des mesures de facilitation mises en place par le secteur des Finances dans les domaines, douanier et fiscal pour soutenir et garantir la fluidité de l'opération d'exportation.

Il a cité, en particulier, la déclaration douanière simplifiée et l'exportation à travers le carnet douanier d'admission temporaire, un document de transit douanier international, en vertu duquel le paiement des taxes et droits de douane exigibles est suspendu. Il dispense également de la caution lors de la procédure d'admission.

M. Faid a souligné, dans ce sens, le rôle du couloir vert au niveau des points frontaliers, destiné à faciliter l'exportation des produits agricoles et des produits périssables, en allégeant les mesures de contrôle douanier, affirmant que le traitement des produits exportés se fait en 48 heures.

Le ministre a affirmé, en outre, que l'opération globale de numérisation des

procédures et transactions dans le secteur des Finances constituera «un appui fort en termes de simplification des procédures appliquées dans les opérations d'exportation».

Augmentation du capital de la Copex

Le ministre a souligné, dans ce sens, l'importance d'investir dans la diversification des exportations pour renforcer la solidité et la stabilité de l'économie nationale, en œuvrant à améliorer le climat des investissements pour faire de l'Algérie «un incubateur des investissements étrangers directs et productifs, au sujet duquel le président de la République a donné plusieurs instructions et orientations à maintes occasions».

M. Faid a préconisé une rationalisation et une bonne maîtrise des importations, outre l'augmentation et la diversification de la production locale, citant les mesures prises par les pouvoirs publics pour augmenter la productivité et améliorer la qualité des produits locaux en vue de booster l'exportation.

À cette occasion, le ministre a souligné que la signature, la semaine prochaine, de la nouvelle loi relative au foncier économique marquera son entrée en vigueur, arguant qu'il s'agit d'un texte consacrant plusieurs réformes visant à améliorer le climat des investissements.

Le ministre a relevé l'importance de la mesure relative à la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) dans le cadre du projet de loi de finances pour l'exercice 2024, invitant les exportateurs à adhérer et à contribuer au travail du Conseil national de la fiscalité, étant «un espace de consultation visant à réformer le

système fiscal national et tout ce qui concerne les procédures fiscales afférentes à l'exportation».

Il a ajouté que le mécanisme de soutien aux exportations hors hydrocarbures se renforcera davantage à travers l'augmentation du capital de la Compagnie Algérienne d'Assurance et de Garantie des Exportations (CAGEX) de 3 à 10 milliards DZ.

Pour sa part, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), M. Kamel Moula, a plaidé en faveur de la facilitation des procédures bancaires relatives à l'exportation, notamment celles relatives au rapatriement des recettes financières d'exportation hors hydrocarbures, saluant dans le même cadre l'ouverture des banques algériennes à l'étranger.

L'atelier a été consacré à la présentation des préoccupations des exportateurs, avec la participation des cadres du secteur du Commerce et de la Promotion des exportations, des organismes sous tutelle, des cadres du secteur du ministère des Finances, la Banque d'Algérie, la Douane et les impôts.

Ont pris part aussi à cette rencontre, des représentants de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), des représentants des banques, des représentants de CAGEX, ainsi que les présidents des associations professionnelles et des représentants des filières professionnelles et des établissements exportatrices dans différents secteurs.

Cet atelier intervient suite à une rencontre similaire organisée par le ministère du Commerce fin octobre dernier sur les procédures logistiques relatives à l'exportation.

APS

Prise en charge des doléances des exportateurs : création d'une Commission mixte

L'ATELIER sur les procédures bancaires, douanières et fiscales relatives à l'exportation s'est soldé par la décision de créer une commission mixte composée du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations et celui des Finances ainsi que des associations des exportateurs et du patronat. Sa mission sera d'étudier les problèmes qui entravent l'acte d'exporter dans son volet financier. Notons que toutes les parties concernées, à savoir, les cadres des secteurs du Commerce et des Finances, de la Banque d'Algérie, des Douanes et des Impôts ainsi que des représentants de l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF), des représentants de banques, des représentants de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX), les présidents d'associations professionnelles et des représentants des filières professionnelles et d'entreprises exportatrices dans divers secteurs, ont pris part aux travaux de cet atelier.

L. A. A.

رفع العقوبات وتوحيد الرؤى بين السلطات والمتعاملين .. فايد:

إجراءات بنكية وجمركية وضريبية لدعم التصدير

زيتوني: حلول عملية للضغوطات ورفع العراقيل

إجراءات الرقابة الجمركية، مؤكداً أن معالجة المنتجات المصدرة صارت لا تتجاوز 48 ساعة. ولتت الوزير في ذات الصد، إلى أن العملية الشاملة لرقمنة الإجراءات والمعاملات في كل قطاع المالية مشكل "داعماً قوياً في سبيل سلامة الإجراءات تلك المطبقة في عمليات التصدير".

رفع رأسمال الشركة الجزائرية لتأمين الصادرات

أبرز في ذات السياق أهمية الاستثمار في تنوع الصادرات لتعزيز متانة واستقرار الاقتصاد الوطني مع تحسين مناخ الاستثمار لجعل الجزائر "حاضنة للاستثمارات الخارجية المباشرة والمنتجة، الأمر الذي ركز عليه رئيس الجمهورية من خلال تعليماته وتوجيهاته في كل المحطات".

كما حث فايد على عجلة الواردات والتحكم فيها وزيادة وتنوع الإنتاج المحلي لافتاً إلى الإجراءات التي كرمتها السلطات العمومية للرفع من الإنتاجية وتحسين جودة المنتجات المحلية، ما يشكل دعماً للعملية التصديرية. وأعلن الوزير بالمناسبة أن القانون الجديد المتعلق بالمعيار الاقتصادي سيوقع الأسبوع المقبل، ويبدل بذلك حيز التنفيذ، وهو نص يكرس جملة من الإصلاحات تصب في إطار تحسين مناخ الاستثمار.

ويعدما أشار إلى أهمية الإجراءات المتعلقة بإلغاء الرسم على النشاط المهني في إطار مشروع قانون المالية للسنة المقبلة 2024، حث وزير المالية المصدرين على المساهمة والانخراط في عمل المجلس الوطني للجباية، الذي يعتبر

عضواً للتشاور من أجل إصلاح المنظومة الجبائية الوطنية، وكل ما يخص الإجراءات الجبائية ذات الصلة بالتصدير. وأضاف أن أهمية دعم التصدير خارج المحروقات ستعزز أكثر من خلال رفع رأسمال الشركة الجزائرية لتأمين الصادرات كاجكس، والذي سيتم رفعه من 3 إلى 10 مليار دج.

من جهته دعا رئيس مجلس التجديد الاقتصادي الجزائري، كمال موني، إلى تسهيل الإجراءات البنكية المتعلقة بعملية التصدير، خصوصاً ما يتعلق بإعادة توظيف مائتات الصادرات خارج قطاع المحروقات، مشيداً بالإجراءات المتخذة بفتح بنوك جزائرية بالخارج.



الجهود التي تبذلها بقية مؤسسات الدولة والقطاعات الوزارية الأخرى، مؤكداً بالدور المحوري للمجلس الوطني الاستشاري لترقية الصادرات الذي يرأسه الوزير الأول، والرامي إلى تعزيز علاقة الثقة بين السلطات العمومية والفاعلين الاقتصاديين لتسهيل نشاط التصدير.

كما دعا بالمناسبة كافة المصدرين الذين تعذر حضورهم بهذه الورشة، الاطلاع على المنصة الرقمية التي تم إطلاقها الأحد الماضي، وخاصة باستقبال شكاوي المصدرين، مشيراً إلى أن وزارة التجارة مستعدة بإرصاد هذه الإشغالات لكافة القطاعات المعنية بغية تذليل تلك العقبات.

من جانبه، أكد وزير المالية أهمية الإجراءات التسهيلية التي يطبقها قطاع المالية في المجالين الجمركي والجباية لدعم وضمان سلامة العملية التصديرية.

وأشار على وجه الخصوص إلى التصريح الجمركي المبسط، والتصدير عن طريق دفتر القبول المؤقت، والذي يمد وثيقة دولية تسمح للمهنيين بالتصدير المؤقت لبضائعهم مع الوفاء الكلي للحقوق والرسوم، وكذا الإعفاء من دفع الكفالة.

وأبرز فايد في ذات الخصوص دور الزواج الأخضر على مستوى الشق الحدودية والموجه لتسهيل تصدير المنتجات الفلاحية والمواد سريعة التلف، مع تخفيف

شدد وزير التجارة وترقية الصادرات، الطيب زيتوني، أمس الثلاثاء بالجزائر العاصمة، على ضرورة اتباع منهجية تشاركية تشاورية بين السلطات العمومية والمتعاملين الاقتصاديين لترقية الصادرات خارج قطاع المحروقات.

أوضح زيتوني لدى إشرافه بقصر المعارض، على ورشة عمل حول الإجراءات البنكية والجمركية والضريبية الخاصة بعملية التصدير، بحضور وزير المالية لعزیز فايد، أنه من الضروري رفع العقوبات وتوحيد الرؤى بين السلطات العمومية والمتعاملين الاقتصاديين من أجل تطوير وتنويع وزيادة حجم الصادرات خارج قطاع المحروقات، والانخراط في سلاسل القيمة العالمية.

ولفت إلى أن حضور وزير المالية رفقة كافة الهيئات والمؤسسات التابعة للقطاع في هذه الورشة كدليل على الزيادة السياسية القوية نحو التغيير من خلال منهجية تشاركية وتشاورية مع كل الفاعلين في ميدان التصدير وحتى الإنتاج، بغرض الخروج بحلول عملية للضغوطات ورفع العراقيل مهتماً كان نوعها وطبيعتها أمام المصدرين.

وفي هذا السياق، أشاد زيتوني بالجهود المبذولة من طرف المؤسسات المصرفية والمالية والجمركية لدعم المتعاملين الاقتصاديين ومساندتهم الدائمة، فضلاً عن

وزير المالية، لعزیز فايد يؤكد

ملتزمون بتشجيع الاستثمار الأجنبي

□ التجارة الخارجية تعد أحد أهم أركان الاقتصاد الوطني
□ لا يمكننا الاعتماد فقط على عوامل خارجية



قال، أمس، وزير المالية لعزیز فايد، في كلمته بمناسبة افتتاح ورشة عمل حول الإجراءات البنكية والجمركية الضريبية الخاصة بالتصدير، إن التجارة الخارجية تعد أحد أهم أركان الاقتصاد الوطني ومصدرا هاما للإيرادات، مشيرا في هذا الإطار إلى أن الجزائر شهدت تطورات في حجم التجارة الخارجية بدرجات متفاوتة، بفضل الارتفاع في أسعار النفط وزيادة الإنتاج.

بتشجيع الاستثمار، كاشفا عن الإعفاء من الرسم على القيمة المضافة على عمليات البيع والتصنيع التي تتعلق بالبضائع المصدرة بالمجوهرات التقليدية الفضية. وذكر فايد أن منح العقار الاقتصادي التابع للأموال الخاصة للدولة يكون من طرف الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار، داعيا جميع المعنيين بالحصول على العقار الاقتصادي بالتسجيل عبر المنصة الرقمية للمستثمر المسيرة من طرف الوكالة.

م. ق.

وفي ذات السياق دائما أوضح، فايد أنه لا يمكننا الاعتماد فقط على عوامل خارجية مثل أسعار النفط لتحسين وضعية الميزان التجاري، مؤكدا التزام الدولة على تشجيع الاستثمار الأجنبي من خلال تحسين بيئة الأعمال والشعاعات القانونية وحقوق الملكية. كما تطرق الوزير إلى الإجراءات الخاضعة

الاقتصادية الاولى

جدد التزام الدولة بتشجيع الاستثمار الأجنبي، فايد يؤكد: لا يمكن الاعتماد على أسعار النفط لتحسين وضعية الميزان التجاري

الخارجية بدرجات متفاوتة بفضل الارتفاع في أسعار النفط وزيادة الإنتاج. وأوضح وزير المالية، أنه لا يمكن الاعتماد فقط على عوامل خارجية مثل أسعار النفط لتحسين وضعية الميزان التجاري، مؤكدا التزام الدولة على تشجيع الاستثمار الأجنبي من خلال تحسين بيئة الأعمال والضمانات القانونية وحقوق الملكية.

كما تطرق الوزير، إلى الإجراءات الخاصة بتشجيع الاستثمار، كإسفا عن الإعفاء من الرسم على القيمة المضافة على عمليات البيع والتصنيع التي تتعلق بالبضائع المصدرة بالمجوهرات التقليدية الفضية.

وذكر فايد، أن منح العقار الاقتصادي التابع للأموال الخاصة للدولة يكون من طرف الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار، داعيا جميع المعنيين بالحصول على العقار الاقتصادي بالتسجيل عبر المنصة الرقمية للمستثمر المسيرة من طرف الوكالة.



أكد وزير المالية لعزیز فايد، أن التجارة الخارجية تعد أحد أهم أركان الاقتصاد الوطني ومصدرا هاما للإيرادات، مشيرا خلال كلمته، أمس، بمناسبة افتتاح ورشة عمل حول الإجراءات البنكية والجمركية الضريبية الخاصة بالتصدير، إلى أن الجزائر شهدت تطورات في حجم التجارة

إعفاءات جبائية وتسهيلات جمركية

هذا ما ينتظر المصدرين في 2024

في ورشة عمل خاصة بالتصدير، وقفت أمس وزارتا التجارة وترقية الصادرات والمالية على العوائق التي تواجه المتعاملين الاقتصاديين والمصدرين على وجه التحديد، وأجمع المشاركون من المسؤولين في القطاعين على دور القطاع المالي بكل أطيافه في تحسين أداء التصدير خارج المحروقات.

سعيد بشار

● كشف وزير المالية لعزیز فايد عن الإجراءات الجبائية المحفزة لمعاملات التصدير، حيث قال إن المنتجات الموجهة نحو التصدير تستفيد من الامتيازات فيما يتعلق بالضرائب المباشرة، على غرار الإعفاء من الضريبة على الدخل الإجمالي لعمليات تصدير السلع وتلك المتعلقة بالخدمات التي تدر العملة الصعبة، والإعفاء من الضريبة على أرباح الشركات لعمليات التصدير للسلع والخدمات المنجزة من طرف أشخاص معنويين، باستثناء حالات معينة.

واستغل الوزير المناسبة ليشير المتعاملين الاقتصاديين والمصدرين من إعفائهم بداية من السنة المقبلة من الرسم على النشاط المهني لرقم الأعمال الموافق لعمليات البيع، النقل أو التسعير المتعلقة بالأشياء أو السلع الموجهة مباشرة إلى التصدير ويشمل كل عمليات التجهيز وأيضاً عمليات المعالجة، من أجل تصنيع منتجات بتولية موجهة مباشرة للتصدير، وقال لأن الإعفاءات تطلق بداية من السنة المقبلة، تنفيذاً للالتزامات التي أعلن عنها رئيس الجمهورية.

كما ذكر فايد الإعفاء من



لعزیز فايد

والشكليات الإدارية الخاصة، والتصدير عن طريق دفتر القبول المؤقت، والتصدير عن طريق دفتر القبول المؤقت. ومن جهته، قال وزير التجارة وترقية الصادرات، الطيب زيتوني، خلال افتتاحه لأشغال الورشة، حضور وزير المالية مع الهيئات والإدارات التابعة للقطاع، تعبر عن إرادة السلطات العمومية لحل كل الإشكالات التي تواجه المصدرين والخروج بحلول للمعوقات الكثيرة الموجودة، والتي قال إن بعضها بيروقراطي، تشريعي، إداري وغيرها، وأكد على دور ورشات العمل لتأسيس قاعدة للعمل سوياً بطريقة تشاركية وتشاورية.

وأشاد زيتوني بدور المؤسسات المصرفية والمالية في دعم مسار ترقية الصادرات خارج قطاع المحروقات، بالإضافة إلى الدور المحوري للمجلس الوطني الاستشاري لترقية الصادرات الذي يرأسه الوزير الأول، بهدف خلق علاقة الثقة بين مختلف الفاعلين، مشيراً إلى أن الهدف لتذليل العوائق المالية، التي لن تكون -كما قال- بجرعة قلم بل بالإرادة المشتركة وبرنامج العمل في علاقة تعاقدية بين كل الفاعلين.

س. ب.

لصالحهم من قبل العملاء الأجانب عبر بنوكهم، ومراقبة البنوك للمصدرين في القيام بعملية التصدير. واعتبر وزير المالية أن من أهم الترتيبات الرامية إلى تكثيف وتنويع الصادرات المطبقة حالياً من طرف قطاع المالية لجعل عمليات التصدير أكثر سلاسة أيضاً، التسهيلات الجمركية الخاصة بشروط الدخول لنشاط المصدرين، بالإضافة إلى التصريح والإجراءات الجمركية، إذ يمكن للمصدر ملء تصريح غير مكتمل في حالة لم يمتلك الوثائق باستثناء الفاتورة الموطنة

الرسم على القيمة المضافة على عمليات البيع والتصنيع التي تتعلق بالبضائع المصدرة، وكذا الإعفاء من الرسم على القيمة المضافة على عمليات البيع التي تتم للتصدير، التي تتعلق بالمجوهرات التقليدية الفضية، إلا إذا نص القانون على خلاف ذلك، أما فيما يخص التسهيلات البنكية والمؤسسات المالية المتخصصة، فقد أشار إلى استمرار البنوك في منح القروض للمصدرين، على شكل تسهيلات أو تأكيد الدفع الفوري للاعتمادات المستندية المفتوحة

تسجيل 2.5 مليار دولار صادرات خارج المحروقات في 6 أشهر

وبالمقابل، ذكر الوزير تسجيل زيادة في السداسي الأول من سنة 2023 مقارنة بنفس الفترة لسنة 2022، حيث انتقلت من 19.7 مليار دولار إلى 20.7 مليار دولار بنسبة نمو 5.4 في المائة، وعليه فإن الميزان التجاري سجل فائضا بقيمة 5.7 مليار دولار في السداسي الأول من سنة 2023، بينما سجل 10.6 مليار دولار بنفس الفترة لسنة 2022، من منطلق أن الصادرات قامت بتغطية الواردات في حدود 127.5 في المائة خلال السداسي الأول من سنة 2023 مقابل 153.7 في المائة في نفس الفترة من السنة السابقة.

تسجيل تذبذبات في حجم الصادرات خارج المحروقات حيث انتقلت من 1.9 مليار دولار سنة 2020 إلى 6 مليار دولار سنة 2022، وفي السداسي الأول من سنة 2023 تم تسجيل حجم صادرات خارج المحروقات بقيمة 2.5 مليار دولار (9.4 في المائة من إجمالي الصادرات) مقابل 3.2 مليار دولار في السداسي الأول من سنة 2022، مسجلاً بذلك انخفاضاً به 22 في المائة، وهذا الانخفاض راجع أساساً إلى التراجع في الصادرات للمنتجات نصف مصنعة (80 في المائة من إجمالي الصادرات خارج

● قال وزير المالية إن الجزائر شهدت تطورات في حجم التجارة الخارجية بدرجات متفاوتة بفضل الارتقاء في أسعار النفط وزيادة الإنتاج، الأمر الذي سجل انتعاشاً في الميزان التجاري، وكشف أن قيمة الصادرات من السلع بلغت في السداسي الأول من السنة الجارية 26.4 مليار دولار منها 23.9 مليار دولار خاصة بالمحروقات. وأوضح أن هذا الرقم يمثل تراجعاً مقارنة بسنة 2022 حيث كانت قيمة الصادرات من السلع خلال السداسي الأول 30.2 مليار دولار منها 27 مليار دولار محروقات،



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger